

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - vendredi 13 janvier 2023

SOMMAIRE

- RDC : interdiction d'octroi de visa aux étrangers à destination de l'Ituri, du Tanganyika, du Nord et Sud-Kivu
- RDC : la société civile du Nord et Sud-Kivu menace de soulever la population en cas de non-usage de la force contre le M23 par l'armée de l'EAC
- « La population de Beni commence à réclamer la présence de la MONUSCO dans la ville », déclare le maire de Beni
- RDC : « violences sexuelles sur une fillette aveugle », le G100 appelle les autorités judiciaires à se saisir du dossier
- Violences Sexuelles : le REFEDDEF Et Plus De 20 ODDF, rappellent aux autorités, l'urgence de mettre fin à l'impunité contre les violences sexuelles et les unions conjugales des enfants au Kasai Central
- Rencontre Tshisekedi et les bourgmestres : La salubrité et la sécurité de la capitale au centre des échanges
- RDC : Uhuru Kenyatta a échangé avec les M23 sur le processus de retrait des rebelles
- Agression dans l'Est : « le Rwanda ne se contente pas seulement de soutenir le M23, mais intervient directement sur le sol congolais » (HRW)
- RDC-Justice : Affaires Bukanga Lonzo, JM Kabund, contentieux électoraux... les procès attendus en 2023
- RDC : Djugu, situation toujours tendue après les tueries du weekend, afflux de déplacés à Roe

• DROITS HUMAINS

RDC : interdiction d'octroi de visa aux étrangers à destination de l'Ituri, du Tanganyika, du Nord et Sud-Kivu

Le vice-Premier ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula a interdit, mercredi 11 janvier, l'octroi de visa aux étrangers à destination de l'Ituri, du Tanganyika, du Nord et Sud-Kivu. Cette décision est contenue dans sa correspondance dont une copie est parvenue à Radio Okapi. Christophe Lutundula n'a cependant pas avancé les raisons motivant sa décision.

RDC : la société civile du Nord et Sud-Kivu menace de soulever la population en cas de non-usage de la force contre le M23 par l'armée de l'EAC

Les animateurs de la Société civile du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont appelé le gouvernement de la RDC et le Commandant de la Force de l'EAC à arrêter des cérémoniales avec les terroristes du M23 et à ramener urgemment la paix et la sécurité en territoires de Rutshuru et de Nyiragongo. Dans un communiqué conjoint rendu public ce jeudi 12 janvier, ces animateurs de la société civile de deux Kivu ont laissé entendre qu'en date du 23 décembre dernier, les terroristes du M23 avec le Commandant de la Force Régionale ont organisé la cérémonie qu'ils qualifient « trompe l'oeil » de retrait du M23 à Kibumba en territoire de Nyiragongo.

« La population de Beni commence à réclamer la présence de la MONUSCO dans la ville », déclare le maire de Beni

« Nous sommes obligés de travailler ensemble. Je puis vous dire que la population commence à réclamer la MONUSCO. Pas plus tard que la nuit dernière lors de l'incendie qui a ravagé le marché de Mayangose, le quatrième incendie en l'espace d'une semaine. Vous pouvez reprendre lentement vos déplacements dans la ville où vos actions en faveur des populations sont visibles et appréciées », a déclaré le maire policier de la ville de Beni, le commissaire supérieur principal Narcisse Muteba, ce jeudi 12 janvier à Beni.

• DROITS DES FEMMES

RDC : « violences sexuelles sur une fillette aveugle », le G100 appelle les autorités judiciaires à se saisir du dossier

Une organisation de défense et protection des droits des femmes dénommée « G100 » dit avoir pris connaissance des actes de violences sexuelles perpétrés contre une petite fille aveugle, orpheline et âgée d'à peine trois mois. Les faits se sont déroulés à Kinshasa autour du mois de novembre 2022. Cette structure a lancé un appel à l'intention des autorités policières et judiciaires pour que justice soit rendue à la victime. *« La fillette a été recueillie par L'association de soutien aux Orphelinats militaires et policiers (ASSOMIP) située à Kintambo, sur l'avenue OUA numéro 20. Une triple peine pour ce bébé innocent qui venait de vivre un autre traumatisme de viol dans le précédent orphelinat qui l'abritait alors qu'elle n'avait que 3 mois »,* écrit le G100. Les membres de l'organisation ont entrepris dans un élan de solidarité, d'apporter une assistance psychologique et sanitaire afin de soulager et d'enclencher le processus de réparation et de guérison, notamment en organisant une prise en charge médicale avec le centre médical Panzi à Ma campagne.

Violences Sexuelles : le REFEDEF Et Plus De 20 ODDF, rappellent aux autorités, l'urgence de mettre fin à l'impunité contre les violences sexuelles et les unions conjugales des enfants au Kasai Central

Dans une déclaration conjointe, le REFEDEF, partenaire du projet Voix et Leadership des femmes en RDC et plus de vingt organisations locales de la société civile, rappellent aux autorités nationales et provinciales, l'urgence de mettre fin à l'impunité contre les violences sexuelles et

les unions conjugales des enfants dans la province du Kasai central. En effet, dans cette déclaration conjointe, dont une copie est parvenue à la Rédaction de Belela News, plus de vingt organisations de défense des droits des femmes, toutes implantées dans la province du Kasai central, reviennent sur la situation relative aux violences sexuelles qui prévaut dans la province du Kasai central depuis plusieurs années. Au travers de cette déclarations conjointe, ces ONG locales dressent un tableau sombre lié multiples violations des droits humains, dont certaines restent encore impunies. Ce consortium d'ONG rappelle aux autorités tant nationales que provinciales, l'urgence de prendre des mesures idoines qui s'imposent pour mettre fin à ce chaos. Parmi ces actions, figurent, le suivi des cas, la justice, ainsi que la prise en charge des victimes des toutes formes de violences dans la province du Kasai central.

- **SITUATION POLITIQUE**

Rencontre Tshisekedi et les bourgmestres : La salubrité et la sécurité de la capitale au centre des échanges

La salubrité et la sécurité dans la ville de Kinshasa ont été au centre de l'audience que le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a accordée, jeudi à la Cité de l'Union africaine, aux bourgmestres et bourgmestres adjoints des 24 communes de la ville de Kinshasa nouvellement nommés. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngonbila Mbaka a déclaré à la presse au sortir de l'audience, que le Chef de l'État a expliqué aux chefs de l'administration municipale de la ville de Kinshasa sa vision en ce qui concerne la salubrité et la sécurité, notamment le « phénomène kuluna ». Le gouverneur Ngonbila a reconnu que la ville de Kinshasa est encore sale, bien que des efforts aient été faits pour la sortir de la liste des 25 villes les plus sales du monde. » Il reste encore beaucoup à faire », a-t-il souligné.

RDC : Uhuru Kenyatta a échangé avec les M23 sur le processus de retrait des rebelles

Une délégation du Mouvement du 23 mars (M23), conduite par son président politique Bertrand Bisimwa, a rencontré ce jeudi l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta, désigné facilitateur des négociations entre le gouvernement congolais et les groupes armés dans le cadre du processus de Nairobi initié par l'EAC. Au menu de leur échange : le processus de retrait progressif des rebelles du M23 des différentes localités sous leur contrôle depuis quelques mois. Ce processus, selon le communiqué final de la rencontre, est conforme à la décision de la réunion extraordinaire des chefs d'état-major général de l'EAC, tenue à Bujumbura le 8 novembre 2022. Depuis décembre, les M23 ont annoncé leur départ de certaines localités du territoire de Rutshuru. Notamment Kibumba et Rumangabo. Ces localités ont été remises entre les mains des forces régionales de l'EAC. A Uhuru Kenyatta, Bertrand Bisimwa a donné les assurances de la poursuite du processus de retrait de ses hommes et du respect d'un cessez-le-feu strict.

Enrôlement des électeurs : Ensemble pour la République invite la CENI à corriger des « failles »

Le parti politique Ensemble pour la République a appelé, mercredi 11 janvier, la CENI à corriger les failles constatées dans les centres des opérations d'enrôlement des électeurs. Son secrétaire général, Dieudonné Bolengetenge a lancé cet appel au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa. « A la lumière de ce qui est décrié par les gens qui étaient dans les centres d'enrôlement, nous espérons que la CENI va se corriger et va accélérer le rythme et rattraper le temps perdu. Qu'elle puisse en tirer les leçons pour les autres aires opérationnelles où, elle n'a pas encore commencé. Le propre d'une faute, c'est d'être corrigée si on veut évoluer dans la bonne direction », a-t-il recommandé.

Agression dans l'Est : « le Rwanda ne se contente pas seulement de soutenir le M23, mais intervient directement sur le sol congolais » (HRW)

Dans son communiqué datant du mercredi 11 janvier, l'organisation non gouvernementale internationale Human Rights Watch a épinglé le rôle majeur du Rwanda dans la détérioration de la situation sécuritaire dans la partie Est de la République démocratique du Congo. Selon Human Rights Watch, comme il y a dix ans, le Rwanda continue avec sa « vieille méthode » de soutien aux terroristes du M23 qui sèment la terreur dans l'Est du territoire congolais, occasionnant au passage le déplacement de plus 520.000 personnes qui fuient leurs différents foyers. « Des récentes enquêtes menées par le groupe d'experts des Nations unies sur le Congo, ainsi que des recherches de Human Rights Watch, ont identifié des preuves selon lesquelles le Rwanda ne se contente pas seulement de fournir un soutien logistique au M23, mais intervient également directement sur le sol congolais avec ses propres troupes pour renforcer les rangs du groupe armé ou combattre à ses côtés », a indiqué Human Rights Watch dans son communiqué.

RDC-Justice : Affaires Bukanga Lonzo, JM Kabund, contentieux électoraux... les procès attendus en 2023

Année électorale, 2023 aura son lot d'affaires judiciaires. Beaucoup de procès seront liés aux élections qui se profilent à l'horizon, tandis que d'autres ne seront que les continuités des affaires débutées dans les années précédentes, et d'autres encore, pourraient survenir au cours de cette nouvelle année. Certaines affaires parmi celles qui ont débutées les années antérieures n'ont pas encore connu leurs décisions définitives. La plus attendue est sans doute l'affaire Bukanga Lonzo qui met en cause le sénateur et ancien Premier Ministre Augustin Matata Ponyo et ses co-accusés au sujet du présumé détournement de plus de 200 millions de dollars américains destinés à la construction d'un parc agro-industriel. Alors que la Cour constitutionnelle a rendu le 18 novembre dernier un arrêt lui donnant la compétence de juger un ancien Premier Ministre, elle a reçu une requête d'une dizaine de sénateurs sur l'interprétation de l'article 168 de la Constitution, requête introduite dans le souci de connaître la décision à exécuter

entre sa dernière décision et celle rendue le 15 novembre 2021 dans laquelle elle avait décliné sa compétence.

- **SECURITE**

RDC : Djugu, situation toujours tendue après les tueries du weekend, afflux de déplacés à Roe

Les casques bleus effectuent de nouvelles patrouilles dans la zone de Roe-Drodro dans le territoire de Djugu de la province de l'Ituri, après une série d'attaques de la milice CODECO. Au moins 27 civils y ont été tués depuis le week-end dernier, des milliers de personnes cherchent refuge dans un site à Roe. La Mission onusienne indique que la situation est sous contrôle mais tendue. En soutien à l'armée congolaise, les casques bleus continuent de mener des patrouilles dans la région pour protéger les civils. Jeudi, ils ont répondu à un échange de tirs entre l'armée congolaise et la milice CODECO dans le village de Djodjo. Les membres de ce groupe armé se sont enfuis dans la forêt. De même, les casques bleus et les forces congolaises en patrouille la veille avaient évité une autre attaque de la CODECO. Ils ont également raccompagné un certain nombre de civils sur le site des personnes déplacées à Roe.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa